

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2000/27284]

Protection du patrimoine

COURT-SAINT-ETIENNE. — Un arrêté ministériel du 4 avril 2000 classe comme monument les façades, les toitures et la salle de spectacle du Foyer populaire situés rue Belotte 2 à 1490 Court-Saint-Etienne, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

SPRIMONT. — Un arrêté ministériel du 28 mars 2000 abroge l'arrêté royal du 24 décembre 1958 classant comme site trois hêtres à Warnoumont (Rouvreux), commune de Sprimont.

[C - 2000/27283]

Aménagement du territoire

Par arrêté ministériel du 26 mai 2000, M. Michel Van der Meersch, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine, circonscription du Hainaut II, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Pierre Gosselain, directeur, du 22 mai au 20 juin 2000 inclus.

Par arrêté ministériel du 14 juin 2000, M. Thierry Berthet, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine, direction du Brabant wallon, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Christian Radelet, premier attaché, du 21 juillet au 20 août 2000.

MANHAY. — Un arrêté ministériel du 14 juin 2000 approuve la modification de la composition de la Commission consultative d'Aménagement du Territoire de Manhay, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 21 décembre 1999 du conseil communal de Manhay, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La composition de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Manhay.

SERAING. — Un arrêté ministériel du 23 juin 2000 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement n° 53 dit "du cœur de Boncelles".